

la genèse de la RSE et de son institutionnalisation, analysent les fondements théoriques de la RSE, les possibilités de la mesurer, son impact financier, ses outils et ses défis à l'heure actuelle ; ils présentent ses thèmes avec précision et clarté et personne ne mettra en doute l'importance de cette dimension pour la gestion de l'entreprise. En effet, ils écrivent à juste titre que « la RSE constitue certainement une innovation importante dans la gestion des entreprises et tout laisse penser que cette innovation n'est pas un simple effet de mode car elle répond à de très nombreuses attentes, individuelles et collectives ». La RSE devient donc fondamentale dans le cadre de la gestion. « Dans les scien-

ces de la gestion, la RSE concerne désormais tout autant la stratégie, la comptabilité, le marketing, la finance, le contrôle de gestion, les systèmes d'informatisation, l'audit que la gestion des ressources humaines ou la gestion des approvisionnements ».

Ainsi le livre de Gond et Igalens présente un véritable intérêt pour un grand champ de lecteurs, notamment les responsables de la gestion du personnel, d'audit et de conseil, les syndicalistes et bien entendu les étudiants s'intéressant à ce genre de questions. Une bibliographie bien structurée permet d'approfondir ses connaissances sur un sujet plus que jamais d'actualité.

Günter Nagel

Alternatives économiques

La responsabilité sociale des entreprises françaises

En kiosque jusqu'au 27 décembre, 128 pages, 9,5 euros

En complément au « Que sais-je ? » de Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, ce numéro spécial d'*Alternatives économiques* interroge les pratiques et les motivations des entreprises françaises en matière de RSE, en proposant de très intéressantes analyses sectorielles.

Dans l'ensemble, si les grandes entreprises françaises ont progressivement accepté l'idée qu'elles ne devaient pas seulement des comptes à leurs actionnaires et se sont mises en effet à publier des rapports sociaux et environnementaux, les effets de communication l'emportent encore sur la réalité de l'action. Les analyses sectorielles le montrent

directement : à où des actions ont été entreprises et où les pratiques ont évolué, un intérêt économique est directement en jeu ; que cet intérêt réside dans l'évolution de la demande et des modes de consommation, des technologies, ou de l'offre de travail.

Les auteurs réunis par *Alternatives économiques* développent une vision de la RSE insistant sur l'insertion dans le territoire (considéré à différentes échelles mais en privilégiant manifestement l'échelon national), avec comme horizons d'irresponsabilité l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, d'une part, les délocalisations d'autre part,

et enfin les revenus des dirigeants. On regrettera les limites de cette représentation, qui insiste sur les aspects les plus spectaculaires mais certainement pas les plus structurants économiquement. Se pose ainsi la question de ce que peut être la RSE : une politique de la bonne volonté, ou une évolution profonde des modes de décision intégrant, selon des modalités variables, les parties prenantes ? Les limites de la bonne volonté étant vite trouvées dans le champ de l'économie, la voie à suivre est une plus grande implication des différents acteurs. Celle-ci ne viendra pas seulement d'une évolution morale des dirigeants – on peut rêver ! – ni d'un resserrement

des règles – même la crise n'a rien fait surgir de nouveau sur ce plan, c'est dire. La vérité est plus brutale : les entreprises ont tendance, depuis trente ans et ce mouvement n'est pas près de s'inverser, à s'émanciper des territoires et de tout ce qui ne coïncide pas avec leur intérêt. Dans ces conditions, on ne voit guère comment les autres acteurs peuvent entrer dans le jeu sans mobiliser des intérêts. Le grand défi est là aujourd'hui : il ne s'agit pas d'attendre que les entreprises, touchées par la grâce, reconnaissent leur responsabilité sociale. Il s'agit de trouver les moyens d'entrer dans le jeu. Sur ce point tout reste à faire.

Richard Robert

Fédération générale des mines et de la métallurgie **Pour une autre gouvernance des entreprises**

Juin 2009, en ligne sur le site www.fgmm.cfdt.fr

Complétant parfaitement les deux ouvrages recensés ci-dessus, une brochure récemment publiée par la FGMM CFTD passe, littéralement, aux travaux pratiques, en précisant ce que peut être, d'un point de vue syndical, une réelle mise en œuvre de la RSE. Prenant acte du fait que le fonctionnement du capitalisme a changé avec la mondialisation et la financiarisation des entreprises, dont la gouvernance s'est radicalement modifiée, l'ouvrage souligne que la crise peut être une opportunité avec notamment le retour en grâce du contrôle de la société sur l'entreprise. Le risque existant de voir l'Etat se substituer à la démocratie sociale, il est urgent d'inventer

de nouvelles régulations économiques et sociales. C'est à une revue détaillée de ces nouveaux outils, internes et externes à l'entreprise, que s'attache cet ouvrage dont Marie-Noëlle Auberger-Barré a tenu la plume. Comment les salariés peuvent-ils devenir acteurs de cette nouvelle régulation et imposer un retour du long terme dans la gestion ? Les leviers sont multiples : l'action des administrateurs salariés, infléchissement des flux de l'épargne salariale, renforcement des IRP sont autant de pistes analysées avec précision, pour que la RSE ne reste pas un simple objet de communication mais bien l'enjeu d'un rapport de force.

R. R.